

Vos loisirs de l'été

Sortie
Jouez les Indiana Jones...
en Ile-de-France !
PAGE IV



Histoires d'eau
Nagez sous
un « Tournesol »
PAGE V



LP/AURELIE AUDUREAU

**SECTEUR
PAR SECTEUR**
l'actualité de votre
département



Etampes

Palaiseau

14 22

Evry



LP/GM

**VERRIERES-
LE-BUISSON**

Enquête après
l'incendie
au restaurant
Antoinette P. II

CORBELL-ESSONNES

Les joueuses de
rugby veulent
créer leur club P. III

PALAISSAUX

Journée royale
pour les enfants
P. III

P
Le Parisien

LP/PDA



Soisy, la semaine dernière. Cela fait trois ans que les espaces verts de ce domaine de 18 hectares ne sont plus entretenus.

A la résidence des Réaux, tout part à vau-l'eau

Dans cette copropriété autrefois luxueuse, les habitants vivent désormais sans eau chaude et les locaux semblent à l'abandon. La faute aux impayés qui s'accumulent depuis des décennies.



SOISY-SUR-ÉCOLE

• ETAMPES

SOISY-SUR-ÉCOLE

PAR PAULINE DARVET

renversée sur mes pieds. Ça m'a fait terriblement souffrir. »

Depuis une trentaine d'années, les impayés s'accumulent dans cette copropriété privée de 256 appartements, qui a été placée sous administration judiciaire en 2010. « Nous en sommes à 13 M€, de dettes copropriétaires et à 3,5 M€ de dettes four-nisseurs », alerte le maire (SE) du village, Philippe Berthon.

PRÈS DE LA MOITIÉ DES LOGEMENTS AÛTÉ DÉSERTÉE

Conséquences : depuis trois ans, les espaces verts de ce vaste domaine arboré de 18 ha ne sont plus entretenus. Le ménage des parties communes, lui, n'est plus fait depuis début juin. Et près de la moitié des logements a été désertée.

Mais derrière les herbes hautes et la poussière, on imagine encore le faste des lieux. Datant de 1972, les Réaux étaient au départ une résidence services pour seniors avec un certain standing. « Le principe initial, c'était de fournir à des retraités qui en avaient les moyens un cadre de vie agréable, voire très agréable », raconte le maire. Piscine, restaurants, cof-

feurs, services médicaux... Le tout

était organisé autour d'un imposant château du XIX^e siècle qui abritait, entre autres, de vastes salons avec des pianos à queue. « A l'époque,

112 salariés travaillaient aux Réaux », affirme Bernard Schmitt, l'un des adjoints de la commune. Il ne reste désormais qu'un gardien.

En trente ans, la résidence est donc passée du rêve... au cauchemar. « À partir de la fin des années 1980, des copropriétaires ont commencé à refuser de régler les charges au motif qu'ils ne résidaient qu'occasionnellement sur le site », indique le rapport de mission 2018-2019 de l'administrateur judiciaire. « Au tournant des années 2000, les ayants droit se sont retrouvés à hériter d'appartements avec des charges mensuelles prohibitives (MDLR : qui traitent actuellement de 700 € pour un T1 à plus de 1 000 € pour un T2), complète le maire. Des marchands de biens ont ensuite acheté en disant qu'ils allaient régler les dettes mais ils n'ont jamais payé. »

Paul, lui, ne paie plus les quelque 480 € de « fonds de réserve exceptionnel » mensuel mis en place il y a quelques années pour combler les impayés. « Je payais pour les autres,

peste-t-il. Mais là, je ne peux plus. » L'octogénaire ne s'acquitte plus que des « charges classiques » et garde l'espoir de vendre son bien pour pouvoir s'installer ailleurs.

Pas sûr qu'il y parvienne. « C'est fini, estime, quant à lui, Philippe Berthon. La résidence vit ses derniers instants. » En attendant, Paul a déjà prévu d'acheter un chauffe-eau électrique pour prendre des douches... sans avoir à utiliser sa baignoire.

@LeParisien_91

« C'est comme si l'Etat attendait un drame avant de bouger ! »

LAFERMETURE éventuelle des Réaux en l'attente plus d'un.

Notamment la vingtaine de « personnes fragiles » qui vit toujours là-bas. « Certaines ont dépassé les 90 ans. On les accompagne au milieu mais qu'est-ce qu'on va faire d'elles si ça ferme ? Nous n'avons aucun hébergement d'urgence dans la commune », s'inquiète le maire (SE), Philippe Berthon. L'élu affirme avoir saisi à plusieurs reprises le préfet sur

PHILIPPE BERTHON, LE MAIRE (SE)

le sujet. « Il devrait diligenter une étude sociale pour envisager des solutions. Mais toujours pas de nouvelles. C'est comme si l'Etat attendait un drame avant de bouger ! » Côte département, on précise que l'Agence nationale de l'habitat (Anah) a été alertée et qu'une étude, dont les résultats devraient être connus à la rentrée, est en cours. Contactée, la préfecture n'a, elle, pas donné suite à nos sollicitations.

P.D.A.

« J'ai été brûlé au 2^e degré et je n'ai pas pu marcher pendant quinze jours. »

Ce matin-là, Paul, 85 ans, voulait pourrir simplement se laver. Mais, comme la petite centaine d'habitants de la résidence des Réaux, à Soisy-sur-École, ce retraité n'a plus d'eau chaude depuis plus de deux mois. Faute de paiement, le gaz a été coupé dans les cinq bâtiments de la copropriété. « Je fais bouillir mon eau dans une bassine de 20 litres, reprend l'octogénaire, propriétaire d'un appartement de 57 m². Et je me suis cogné en rentrant dans la salle de bains. Toute la bassine s'est